

COMMENT SE DÉBARRASSER DU CRÉDIT SOCIAL ? (ARRAS 2026)

57 min · Les Patriotes

· Merci beaucoup, très nombreux pour cette très belle table ronde que je suis fier et heureux d'animer ce matin. Donc ces 4 intervenants devront répondre à la question fatidique « Comment se débarrasser du crédit social ? ». Donc pour répondre à cette question, 4 intervenants que je vais vous présenter. Donc soyons galants, commençons par la seule dame de la table ronde. Donc Marion Saint-Michel, que vous pouvez applaudir.

Vous êtes psychologue clinicienne diplômée en sciences politiques. Vous êtes actuellement en indépendante, en cabinet. Et votre première expérience professionnelle dans les grands groupes vous a permis de comprendre un peu les rouages du pouvoir. Deuxième invité, Quentin,

que vous avez pu découvrir lors des 2 tutoriels qu'il a fait avec Florian Philippot. Et tutoriels pour nous aider à apprendre à vivre libre. Donc Quentin est spécialiste en cybersécurité et en liberté numérique.

À ma gauche, maître Alberto Bruza. Carlo Alberto Bruza. Alors

vous êtes avocat depuis plus de 30 ans à la Cour de Paris. Vous êtes président et fondateur de l'association Réaction 19. Vous avez donné des analyses juridiques et stratégiques pour faire face hier aux restrictions sanitaires, aujourd'hui aux restrictions plus actuelles et nous en parlerons tout à l'heure. Et vous êtes bien sûr un défenseur des libertés individuelles.

Quatrième intervenant, Jean-Frédéric Poisson.

Président depuis 2013 du parti via Parti chrétien démocrate.

Vous étiez entre 2004 et 2007 maire de Rambouillet. Vous avez été élu deux fois député en 2009 et en 2012. Vous avez...

Vos combats sont nombreux. Vous avez dénoncé le sort des chrétiens d'Orient. Vous prenez position... Vous avez également pris position sur les questions bioéthiques. Et également contre les dérives liberticides au moment du Covid et même déjà avant.

Et justement, pour commencer cette table ronde, nous allons déjà définir ce qu'est le crédit social. Alors l'idée n'est pas de partir dans un débat philosophique sur... Est-ce que le crédit social c'est bien ou pas ? Mais c'est de définir ce qu'est ce crédit social, partir du réel. Alors très simplement, Jean-Frédéric Poisson, qu'est-ce que le crédit social ? Bonjour à tous. Merci de votre accueil. Désolé de vous avoir rejoint en retard. Mais justice me sera faite du fait que pour une fois, ça n'était pas ma faute. Pour une fois seulement.

Qu'est-ce que le crédit social ? C'est un système d'organisation politique qui s'est déployé de manière formelle et tout à fait concrète, opérationnelle, légale en Chine, depuis maintenant une grosse dizaine d'années. Il consiste dans le fait d'accorder des droits et des libertés aux citoyens chinois, sous condition et à crédit. A crédit, c'est comme notre permis à points. Il faut imaginer un système dans lequel vous avez un barème de choses qu'il est interdit de faire ou au contraire des

choses qu'il est recommandé de faire. Si vous traversez un passage clouté en dehors des clous, vous allez perdre des points. Si vous critiquez le gouvernement sur les réseaux sociaux, vous allez perdre des points. Si vous ne payez pas vos crédits ou vos emprunts en temps et en heure, vous allez perdre des points. Si vous fréquentez des gens infréquentables, vous allez perdre des points. Mais si vous donnez des heures de bénévolat dans votre quartier, vous en gagnerez. Si vous faites une bonne action pour aider quelqu'un, vous en gagnerez, etc. Et au départ, vous avez un crédit, comme nos 12 points de permis de conduire. Ça varie selon les villes et les régions.

Si vous fréquentez un infréquentable, vous allez perdre 100 points dans un endroit, 50 dans un autre. Et puis à un moment, vous arriverez à quelques seuils fatidiques. À 700 points, vous n'aurez plus le droit de voyager à l'étranger. Vous n'aurez pas le droit d'aller dans des bons hôtels. Et vous ne pourrez pas emmener vos enfants dans les centres de loisirs. À 500 points, un certain nombre d'emplois vous seront interdits.

À 300 points, vous serez banni de la société. Et si quelqu'un appelle votre téléphone portable, il y aura un message enregistré par le gouvernement qui dira... Nous vous rappelons que vous êtes en train de prendre contact avec une personne qui est bannie, donc vous n'avez pas le droit de le faire. Et après, comme dans le cyclisme, vous pouvez vous refaire la cerise si vous voulez, consacrer des heures de bénévolat, faire des modes d'action pour regagner petit à petit votre crédit, comme nous, avec notre permis à point. Voilà le système. En Chine, il n'est pas uniforme. Il est pratiqué de manière différente selon les endroits. Il est, d'une certaine manière seulement, décentralisé. Seul le registre des personnes qui ont été bannies est, lui, centralisé. Deuxièmement, vous comprenez bien que tout ça ne fonctionne qu'avec une articulation terrible entre la puissance législative d'un côté et le téléphone portable de l'autre côté. Tout ça ne fonctionne qu'avec la surveillance faciale, le tout numérique et la monnaie numérique. Évidemment,

on ne peut pas vous embler beaucoup si vous payez tout en liquide et que votre banque ne peut rien contre vous. Donc la technologie est le cœur de ce dispositif. Et troisièmement, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que deux choses. Je termine par là pour ne pas être trop long.

Premièrement, c'est un système qui est complètement antinomique du nôtre. Pourquoi ? Parce que dans notre système à nous, nos droits et nos libertés sont garantis du fait de notre naissance.

Et on ne peut en être privé, cher maître, que par une décision de justice proportionnée, après une procédure d'appel contradictoire et d'épuisement de toutes les voies de recours. En tout cas, c'est ce que disent les textes. En Chine, on vous retire des points simplement parce que l'infraction a été matériellement constatée. Vous n'avez pas le droit de vous défendre. Il n'y a pas de procès. Il n'y a pas de contradictoire. Il n'y a pas d'appel. Il n'y a rien de tout ça.

C'est l'application bête et méchante du stationnement interdit. C'est -à-dire que la faute est matériellement constituée. Tant pis pour vous. Mais la privation des droits, il ne s'agit pas simplement de vous mettre une amende. Il s'agit de vous priver d'un certain nombre de droits. Et ça, ça ne peut pas faire l'objet de procédures contradictoires. Donc le citoyen est livré à l'arbitraire mécanique de l'alliance entre la technologie et le pouvoir politique. Deuxième chose, ce système est en train de s'installer chez nous petit à petit. Petit à petit.

Pourquoi je dis petit à petit ? Parce que tout ce qui fait fonctionner le crédit social en Chine existe technologiquement dans nos pays. Et est opérationnel dans nos pays. La seule chose qui manque en France, c'est l'euro numérique. Quand vous aurez l'euro numérique et son articulation avec les systèmes de surveillance et de censure des réseaux sociaux,

plus un certain nombre de lois sur l'ingérence intérieure, vous avez entendu parler de ça, on en parlera peut-être, et toutes les lois de surveillance et de censure qui nous guettent, on n'est pas très loin en fait. Donc il faut bien faire attention. Ne pas sombrer, il ne manque pas grand-chose. Et vraiment, je fais partie des gens qui sont persuadés que l'euro numérique est vraiment la bascule de ce système et nous fait entrer dans quelque chose qui serait très différent de ce que nous connaissons.

Merci Jean-Frédéric Poisson.

Marion Saint-Michel.

Quel est le mécanisme de mise en place de ce système ? Est-ce que c'est ce qu'on appelle vulgairement la carotte et le bâton ?

Bonjour à tous. Malheureusement, oui, on peut appeler ça la carotte et le bâton. C'est une façon de le voir. En fait, c'est un principe d'ingénierie sociale que vous connaissez certainement tous ici au moins en partie. C'est parti tout ça de soi-disant bonnes intentions, mais vous savez que tout part toujours de bonnes intentions en matière de gouvernance perverse. C'est toujours présenté parce que c'est censé être utile à quelqu'un ou à quelque chose. Et en fait, ce sont juste des moyens d'enfermer de plus en plus une population dans la contrainte. Alors ça comment ? Je ne veux pas vous faire tout l'historique, mais il faut se rappeler que tout ça, ce sont des techniques au départ de marketing. C'est ce qu'on appelle du nudge. Et le nudge, dès son départ, et ça je vais insister là-dessus, parce que je crois qu'il faut aller à l'essence des choses, puis c'est un peu mon rôle de psychologue d'essayer de le faire, le principe du nudge au départ, c'était de guider les personnes sans leur consentement, sans leur avis, sans qu'ils en aient conscience, mais bien sûr dans leur intérêt. Par exemple, il y avait des programmes pour les personnes obèses, pour les personnes addictives, etc. où on ne disait pas à la personne, voilà ce qu'on va vous proposer pour améliorer votre affaire, mais on le conduisait, malgré lui, vers des techniques qui permettaient de réduire un peu son problème. Et je pense que le fondement même de ça est malsain. Et que quand on veut essayer de se débarrasser de quelque chose, sans anticiper sur notre dernière partie, il est important de revenir à la racine. Ce qui est malsain, c

'est de faire même le bien de... de quelqu'un sans son consentement, sans qu'il en ait conscience, sans l'en avertir. Si vous avez affaire à une personne qui ne peut pas comprendre des choses très compliquées, c'est le rôle du gouvernant ou du médecin de se mettre à la portée de la personne et de lui expliquer un minimum ce qui va être fait. Nous voyons là que nous sommes dans une dérive depuis pratiquement le début du XXe siècle et même un tout petit peu avant avec Bernays, avec tous ces gens qui ont commencé à conceptualiser ce nudge qui soi-disant au départ part d'une bonne intention et qui en fait a pour objectif de plus en plus de dire « puisque l'on peut mener les gens pour leurs biens, on peut aussi les mener à faire ce qui nous intéresse de faire ». Donc la construction de ça, c'est déjà une intention non respectueuse de l'individu, évidemment absolument pas démocratique, on n'en est même pas à la démocratie, on en est à nier la souveraineté individuelle. Et je pense sans anticiper sur la suite que pour révéler toutes ces techniques d'ingénierie sociale, pour y échapper, il faut déjà les comprendre, il faut déjà que les personnes les voient. Et ça veut dire qu'il va falloir que les Français, notamment, puisque là c'est les gens qui nous intéressent, et chez nous, prennent conscience de ces techniques, de l'intention qu'ont les gens, et se détachent de cette espèce qui a été entretenue par le pouvoir, cette espèce d'État nounou, de l'État

soi-disant bonne mère, l'État qui va tout faire pour nous et qui commence par nous infantiliser. On a bien vu ça, bien sûr, pendant le Covid, mais on le voit également sur des choses toutes bêtes. Je suis venu, comme beaucoup certainement, par l'autoroute hier. Et vous savez, ces petits panneaux

qu'on a sans arrêt pendant la canicule, il fait chaud, buvez, merci, on n'y aurait pas pensé tout seul, arrêtez -vous toutes les deux heures. Ça a l'air de rien, mais le crédit social, en tout cas ce qui va le rendre possible, si ça le rend possible, ça commence par ces choses -là, par infantiliser, rendre les gens dépendants des petits conseils qu'on peut leur donner. Et finalement, même les gens qui y réagissent en se disant, ça c'est excessif, ça empiète sur ma liberté individuelle, on finit, puisque 'on est entouré de ça sans arrêt, tout le temps, vous l'avez certainement remarqué, on finit quand même par s'y laisser faire, on finit par céder à ça. Et c'est comme ça qu'on est sur la pente, malheureusement, de l'acceptation de ce genre de choses. Alors, je ne vais pas faire trop long, parce qu'il y a beaucoup de choses à dire, mais le dernier point que je voulais dire, parce qu'il faudra qu'on y soit tous attentifs, c'est l'effet de cliquet. C'est -à -dire que les choses nous sont toujours présentées, petit bout par petit bout. C'est vrai que si on nous présente l'intégralité du projet, comme Jean -Frédéric vient de le faire, et comme il est important que nous, nous le sachions, tout le monde s'est dit, je ne veux pas de ça, c'est une horreur. Mais ce n'est évidemment pas comme ça que les choses vont faire. On va commencer par vous dire,

eh bien, c'est beaucoup mieux d'avoir le crédit social, enfin, le crédit social, pardon, d'avoir l'euro numérique, parce que c'est beaucoup plus sécurisé. L'argument de la sécurité est très souvent mis en avant. Et puis pour les jeunes, c'est la facilité. Ils ont l'habitude de tout faire avec leur portable, et là, ben voilà, on paye directement, etc. Donc les choses, vous commencez par les accepter parce qu'il y a un petit avantage, en tout cas, ça vous est vendu comme ça, et quand vous avez mis le doigt dans l'avantage, un second avantage, et à un moment donné, il y a un effet de cliquet. On est coincé dans le système et on ne peut plus reculer. Et là, je rejoins ce que dit Jean -Frédéric tout à l'heure, et puis je vais m'en tenir là pour l'instant.

C'est certainement cette histoire d'euro numérique et d'identité numérique, c'est probablement le dernier tour de verrou que nos gouvernants pervers peuvent mettre en œuvre pour totalement contrôler la population. Donc on a là vraiment un enjeu très important pour informer, comprendre déjà nous -mêmes comment ça va se mettre en place, comment ils vont essayer de le mettre en place, et vraiment y réagir immédiatement, le refuser globalement. Il ne faut pas oublier qu'on a une force de pouvoir gigantesque, on y reviendra tout à l'heure, qui est la puissance du nombre. Et ça, c'est extrêmement important. Je vais m'en tenir à ça pour l'instant. Merci.

Merci Marion Saint -Michel.

Alors, pour rebondir sur ce que disait Jean -Frédéric Poisson il y a quelques minutes, sur le cadre technologique qui était déjà présent, c'est ce que m'avait également évoqué Quentin quand nous avons travaillé sur cette table ronde. Vous me disiez, le cadre technologique est déjà là pour la mise en place de ce crédit social. Est -ce que vous pourriez nous présenter ce cadre technologique ? Et éventuellement également, donc vous avez vécu quelques années en Chine, est -ce que vous pourriez nous présenter ce qu'était le crédit social, en quoi ce matériel est -il ?

Ok, ça fonctionne. Déjà bonjour à tous et merci d'être là. Moi, en fait, je vais peut -être vous surprendre, mais je suis souvent en désaccord avec le fait de dire qu'en Chine il y a un crédit social.

Et heureusement, pour moi et pour vous, la seule personne avec qui je suis en tout cas vraiment d'accord dans le parti souverainiste, c'est bien Jean -Frédéric Poisson. Bravo, parce que vous savez parler du crédit social en Chine comme il l'est. C'est -à -dire que c'est pas un score, vous arrivez et vous êtes entre 350 et 950, et puis c'est comme ça pour tout le monde. Comme il l'a bien expliqué, c'est relié à là où vous habitez, à certains critères, et à une base de données centrale seulement, et qui est en fait subdivisée. Ce que je voudrais rajouter, c'est que c'est aussi lié au haïku, hoko, je sais pas comment on dit, c'est une très mauvaise traduction, c'est le livret de familles chinois, qui

est en fait leur pièce d 'identité qui leur permet d 'exister, sans ça vous n 'existez pas en Chine. Et en fait sur ce haïku, c 'est là où votre score va être mis, si on simplifie les choses. Et ça, je fais le parallèle avec l 'identité numérique. En fait, l 'identité numérique, chiffre intérieur .gouv .fr 2025, déjà 4 millions de français l 'utilisent. Franchement, je suis désolé pour eux. Parce qu 'ils ont déjà un tampon, qui dit, moi, je suis déjà dans le système.

Je rebondis aussi sur le fait que les Chinois ont un gigantesque avantage sur nous, c 'est que les Chinois ne font pas confiance en leur gouvernement. En fait, ils sont même persuadés que leur gouvernement leur ment. Mais nous, on a ce désavantage, alors peut -être pas vous, peut -être pas moi, peut -être pas nous, mais la plupart des français ont ce désavantage de penser que, eh bien non, le gouvernement est peut -être bienfaisant, bon de moins en moins, mais en tout cas, le gouvernement ne pourrait pas faire ça. Enfin, on ne s 'y attend pas. Ils sont un peu naïfs, il faut le dire. Et ça, il faut faire vraiment très attention.

Pour répondre à la dernière partie de la question, aujourd 'hui, le consentement, si vous avez un téléphone ou si vous allez sur un site web, on vous demande, est -ce que vous voulez des cookies ? Et vous allez accepter ou vous allez refuser ? Si vous marquez refuser, si vous regardez bien, très souvent, en fait, si vous lisez, vous allez quand même accepter. Donc quand même accepter partiellement. Vous imaginez ? Moi, si je vous dis, tu veux acheter ou tu veux sortir avec moi ? Vous me dites non. Et en fait, finalement, quand vous me dites non, je dis bon, on réessaiera plus tard ou partiellement. Bah non, non, c 'est non. En fait, on l 'accepte déjà. L 'infrastructure est déjà là. Et plus que l 'infrastructure, et c 'est là où je voudrais vraiment rebondir aujourd 'hui et après, je vous promets, j 'arrête, c 'est l 'intention. Parce que oui, l 'infrastructure, la technologie, elle est là, elle est en place et elle se met de plus en plus en place. Je pense qu 'on en a plus ou moins tous conscience. Mais quelque part, elle pourrait aussi être en place de façon bienfaisante.

Mais tout est une question d 'intention. Si vous avez des gens malveillants derrière, et bien, entre guillemets, même si la technologie ne suit pas, et bien, si l 'intention est malfaisante, vous trouverez toujours un moyen. C 'est ce que je voulais dire.

Merci Quentin.

Alors, Maître Carlo Brusa, vous vous faites entendre depuis quelque temps sur la facturation électronique. Justement, vous vous y êtes engagé avec votre association Réaction 19. En quoi cet outil, qui finalement n 'est pas qu 'une simple plateforme où transiteront les factures, en quoi cet outil est une pierre de cet édifice que nous sommes en train de dénoncer, qui se construit ? En quoi n 'est -ce pas un outil isolé, loin de tout ? En quoi cet outil fait partie de cette structure ? Et pour commencer à aborder la deuxième partie de ce débat, à savoir comment se débarrasser du crédit social. Donc on sait que le 1er septembre, les chefs d 'entreprise auraient dû s 'inscrire sur cette plateforme. En quoi la réaction des chefs d 'entreprise ou la non -réaction des chefs d 'entreprise peut aussi déjà porter une réponse à la question comment se débarrasser du crédit social ?

Ce soir, il va y avoir un dîner, non ? Est -ce qu 'on a le temps jusqu 'au dîner ? Bon, merci pour cette invitation.

Déjà, tout ce qui a été dit est très intéressant parce que ça permet de comprendre qu 'en réalité, la problématique du contrôle, indépendamment du mot crédit, du contrôle social, est déjà en place depuis longtemps. En réalité, quand j 'étais jeune étudiant à la fac, on expliquait des lois et on les expliquait pour faire du droit. C 'est -à -dire qu 'ils ont voté la loi sur le crédit, la loi scrivonnaire. On a voté la loi sur le sur -endettement des particuliers. On a dit, c 'est génial, les gens qui sont sur -endettés, ils vont pouvoir faire une procédure sur -endettement pour rembourser pendant 25 ans.

Mais non, mais d'un côté, on les a poussés à acheter énormément pour se sur-endettent. pour faire le bonheur de Comforama, de Leclerc et de tous les gens qui vont sur les plateaux télé ou radio parler. Et puis, en réalité, il y avait déjà un contrôle. Pourquoi ? Parce qu'à partir du moment que vous êtes surendetté, vous ne pouvez plus avoir du crédit, vous ne pouvez plus aller demander après. Donc, c'est pour ça que vous avez les sociétés de financement privé, qui, eux, passent outre la question de l'inscription au fichier des incidents pour dire « Mais, de toute façon, ne vous inquiétez pas. Faites un crédit à 12 % d'intérêt ». Et donc, voilà le système. En réalité, comme était dit justement, l'utilisation du droit, en réalité, c'est l'utilisation de la loi présentée comme quelque chose de protecteur, de sécurisant, qui va permettre que ces lois soient votées, qui passent comme une lettre à la poste. Et

le système du contrôle est toujours quelque chose que, pour le moment, en apparence, est verticalisé. La lecture des plaques sur l'autoroute, la lecture, les mémorisations de tous les voyages en train et en avion, tous les autres systèmes de contrôle, la reconnaissance faciale, etc. Pour le moment, on a l'impression que c'est surtout verticalisé. Ah, mais ça, c'est utile parce qu'à travers la reconnaissance faciale, c'est pour aller chasser le terroriste, etc. avec l'algorithme. En réalité, tout ça, c'est la mise en place de quelque chose qu'effectivement, en Chine, est présent. Parce que si vous prenez aujourd'hui toutes les lois chinoises en matière de contrôle et toutes les lois européennes en matière de contrôle, il n'y a pas beaucoup de différence. Je fais un check, vous avez 4 ou 5 éléments en plus. Mais si vous prenez la question du crédit, par exemple, et c'est pour ça que je reviendrai à la facture électronique parce qu'elle est très importante, sur la question du crédit, si vous ne remboursez pas un crédit, ce n'est pas simplement que vous êtes inscrit à un fichier. Vous ne pouvez plus aller, effectivement, acheter une belle voiture, vous ne pouvez pas aller à certains hôtels, etc. Donc, il y a les interdits, l'empêchement. En réalité, on vous enlève une liberté ou des libertés. Mais avant tout, si nous regardons bien, il y a une chose qui intéresse beaucoup notre monde. Nous sommes tous des consommateurs. Nous sommes tous des consommateurs. Donc, en réalité, c'est notre présence à l'intérieur d'un chemin social et économique

dans lequel nous devons être contrôlés, canalisés. Et la facture électronique, pourquoi je me suis attaché ? Parce que je constate que c'est un carrefour extraordinaire. Et quand je dis un carrefour, pourquoi ? Parce que c'est de la verticalité, mais elle présente déjà une horizontalité dans la lecture. Pourquoi ? C'est -à-dire que vous avez la présentation. On va faire une facture électronique. Très bien, c'est la directive européenne. Vra aussi en 2025. Tout ça, ça a l'air bien. On fait la facture électronique, comme ça, on uniformise toute l'Europe. Oui, mais on va permettre le cas échéant de la mise en place d'une plateforme. Ah ! Alors ça, c'est beau. Alors la France, comme l'Italie et la Belgique, a décidé de demander à l'Union européenne une dérogation pour mettre en place la plateforme. Alors, on a des ingénieurs extraordinaires que nous exportons dans les plus beaux pays du monde, les Etats-Unis, dans la Silicon Valley. Mais on a des ingénieurs qui n'ont pas réussi à faire une plateforme nationale. Ils l'ont raté. Ça coûtait 150 millions d'euros. Et ils ont raté le coche. En Italie, c'est des tocards. Ils ont réussi à faire une plateforme nationale. Alors l'Italie a fait une plateforme nationale de transit et de réception des factures. La France, non. Face à l'échec, ils ont dit, bon, on va privatiser. Mais en réalité, c'était beaucoup

plus tordu. Parce que en réalité, sous la pression de la nécessité de la data des informations, ils ont dit, on va construire quelque chose qui va permettre de piocher et d'utiliser. Parce qu'en réalité, à travers une plateforme d'Etat, à la limite, je suis moins choqué. Il faut bien communiquer les factures au fisc pour pouvoir dire combien de TVA ou le récap du montant imposable. Et la TVA encaissée, décaissée, la différence soit l'inverse, soit on a un crédit. En réalité, à travers les plateformes privées, c'est autre chose. La plateforme privée va intervenir comme un intermédiaire fiscal entre le contribuable et l'Etat. Et cet intermédiaire va prendre connaissance de l'intégralité des factures. Et

surtout, ce qui compte des informations contenues des factures. C'est -à -dire l'émetteur, le destinataire, le montant imposable, la TVA, tout ça, ceci. C'est très technique, mais en réalité, même les informations liées à quoi ? À la nature des prestations, au contenu des prestations. Ça veut dire que si vous connaissez les émissions de factures pendant un an de mon cabinet, vous allez connaître toute la vie de mon cabinet, tous mes clients, dans quel domaine j'opère, quels sont les clients majeurs, est-ce que je fais du pénal, est-ce que je ne le fais pas, et ainsi de suite. Et donc, on va voir une sorte de traçabilité de l'entreprise.

N'oubliez pas que la traçabilité fait partie d'un des critères du contrôle social, avec le profilage. Ce sont des choses très importantes. Et quand vous détenez ces informations, vous les détenez à plusieurs niveaux. De manière macroéconomique, ça vous permet de comprendre aussi, au niveau sectoriel, vous êtes en train de tourner vers la terrestriation, si vous êtes en train de développer des activités de microchips, si vous êtes en train de développer une activité qui tourne vers le spatial, vers le numérique, ainsi de suite. Et ça, c'est très important. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas tant pour la France, parce que la France est en voie de disparition. C'est au niveau de l'Union européenne, du mondialisme et de la plutocratie. De comprendre quels sont les secteurs économiques qui marchent, qui sont porteurs, sur lesquels il faut travailler, dans lesquels je vais pousser les consommateurs. Pourquoi on n'a pas mis en place tout de suite le reporting pour les privés ? Le but, c'est qu'à travers les entreprises, au fond, on se dit, mais avec les entreprises, on va phagociter l'intégralité du peuple. Qu'est-ce qu'on va s'emmerder tout de suite à chercher la capillarité ? Parce qu'avec eux, on va tout savoir. Et ensuite, il y aura le e-reporting associé, comme on a été dit, à l'euro numérique. Pourquoi ? Parce que quand vous irez acheter, vous irez dans une boutique, vous irez acheter du chocolat, effectivement que le paiement se fera par carte ou par euro numérique, vous imaginez un peu, tout sera fini. Ça veut dire fini. Ça sera cette lecture horizontale,

je parle sur ceux qui comptent, la question économique, parce que la question de la sécurité, encore dire, se battre contre le terrorisme me va. Mais chercher en filigrane tout ce qui me permet de dire que M. Dupont, Mme Dupont, se lève le matin, ils achètent ça, ils font ça, etc. Et qu'ensuite, dans le cadre de la sociologie ou de la psychologie, dans le cadre du marketing, je vais travailler. Je vais travailler sur des systèmes de conditionnement, de conditionnement économique, parce que j'ai besoin de canaliser. Alors, ça sera à travers des mécanismes, mais on les a déjà. On les a déjà, parce que quand vous allez, aujourd'hui, vous avez même un souperruque pour dire, pour faire réfléchir, je vous dis déjà combien vous consommez de CO2 en fonction des courses que vous avez faites. C'est quand même extraordinaire. Pourquoi, effectivement, vous allez dire, oh là là, en achetant ça, j'ai consommé autant de CO2. Je suis, j'ai mis la planète en péril. Et ainsi de suite, on part de la peur. Donc, la facturation, elle est tonique. Et je pourrais vraiment y passer des heures et des heures et des heures, parce que c'est une vraie alerte. La présentation qui a été faite a été faite, etc. C'est pour lutter contre la fraude fiscale, c'est pour lutter et pour permettre de faciliter la vie des entreprises. Mais déjà, c'est l'État avec les incompetents qui nous gouverne. Parce que, soyons clairs, nous avons aujourd'hui des incompetents

par rapport à la vision. Bon, merci.

Et je ne suis pas en train de les insulter, parce que c'est un constat réaliste. Mais cette incompetence, elle n'est pas liée au fait que ces gens sont des idiots. L'incompétence, c'est le fait que vous attendez encore des hommes et des femmes politiques qui gouvernent quelque chose qui soit utile pour vous. Mais en réalité, ils sont des mandataires qui sont en train de mettre en place autre chose que la réponse des besoins du peuple. Et vous êtes en train de le voir tous les jours. Et c'est pour cette raison qu'aujourd'hui, le fait que 3,4 millions d'entreprises ne se sont pas inscrites sur une plateforme est la première désobéissance civile.

Et je me dis, enfin, il y a quelque chose qui bouge. C'est -à -dire qu'il y a quelque chose qui permet de dire, merde, on n'est pas là. Parce que je vous rappelle, et je termine sur ça, qu'il y a la loi votée par le Parlement qui se considère légitime. En réalité, c'est une minorité qui vote des lois et qui les impose aux majorités. Et ensuite, il y a la légitimité de la loi. Et je vous rappelle que quand une loi est injuste, et son but, c'est de ne pas répondre à un besoin social, mais à des intérêts privés, ce n'est plus une loi légitime. Et nous avons le droit de désobéir. Parce que la désobéissance est inscrite dans nos principes constitutionnels et nos principes révolutionnaires. Merci, Maître Broussin.

.

Alors effectivement, l'Union européenne a été évoquée par certains d'entre vous. Quel est notre avenir ? Est-ce que nous pouvons trouver un salut dans le cadre européen ? Est-ce qu'une partie de la solution n'est pas aussi de retrouver nos libertés individuelles et aussi de retrouver notre liberté nationale ? Et là, cette question, je l'adresse à tous les 4 si quelqu'un veut... · Alors

peut-être Jean -François...

· Je vais répondre... Alors la réponse, c'est non. Mais je vais détailler un petit peu.

Vous demandiez tout à l'heure comment se débarrasser du crédit social. Je partage intégralement ce qui a été dit. La première chose pour se débarrasser du crédit social, c'est de se débarrasser de ceux qui veulent l'installer. Et pour ça, il y a un outil. Ça s'appelle les élections. · Alors

il y a 2 sortes de gens qui veulent l'installer. Il y a ceux qui veulent et qui le font.

Alors ça s'appelle, nonso modo, le bloc central.

Et puis il y a ceux qui sont complices parce qu'ils ne s'y opposent pas. · Et ça, c'est plus grave. Alors il y a 2 raisons pour lesquelles on peut ne pas s'opposer à quelque chose. C'est -à -dire soit ça vous convient, soit vous ne savez pas.

Admettons, cher maître, le doute profite à l'accusé. Donc au bénéfice du doute, on peut considérer qu'un certain nombre de gens qui devraient s'intéresser à ces questions ne s'y intéressent pas parce qu'ils savent pas ce que c'est. ·

Il m'arrive d'en douter, pour tout vous dire. Et l'enchaînement que nous avons connu depuis 7 ans, c'est -à -dire les prémices de la crise sanitaire...

Auparavant, il y avait eu la fameuse loi Avia. Vous vous rappelez la loi Avia ? Ça vous parle, ça ? C'était une des rares lois qui a été censurée par le Conseil constitutionnel qui a censuré simplement l'article 1er. Mais quand vous censurez l'article 1er, le reste tombe. Il n'y a que 2 exemples sous la 5e République, la loi Avia et la récente loi sur le fait pour les mineurs de moins de 15 ans de donner leur identité sur Internet. C'est intéressant quand même comme parallèle parce qu'au fond, on est un peu dans le même champ. Et ce Conseil constitutionnel dont j'ai dit pique -pendre, et d'ailleurs je l'ai même écrit à plusieurs reprises, de temps en temps, à des éclairs de lucidité dont il nous arrive de profiter. C'est très rare, mais profitons -en. Donc il faut absolument que ceux qui ne s'intéressent pas à ça... Vous savez, nous avons été 2 partis politiques, 2. Il y en a en France quelques dizaines, 2 partis politiques, à attaquer pendant la crise sanitaire l'Etat devant le Conseil d'Etat. Les 2 étaient les patriotes et nous. C'est scandaleux que les grands partis dits de gouvernement,

paraît -il des parangons de la démocratie, les défenseurs des libertés contre les fascistes, etc., etc., étaient émués du début jusqu'à la fin et que jamais il n'est rien dit ni fait. Jamais. Donc il faut se

débarrasser des partis politiques coupables ou complices. La deuxième chose, c'est qu'il faut arriver, comme disait Marion tout à l'heure très justement, à faire un effort pour comprendre ce mécanisme parce que ça va pas de soi. Il est présenté avec tellement de sucre et face à un beau paquet cadeau, avec un joli ruban, etc., c'est merveilleux. C'est toujours pour votre sécurité. Il faut pas vous inquiéter. Je sais pas pourquoi vous vous inquiétez, d'ailleurs, après tout. De quoi parle-t-on ? Tout ça, c'est pour votre bien. Le problème, c'est qu'on décide à votre place du bien qui est le vôtre. Ça, c'est un peu gênant. Non seulement on le fait sans vous le dire, mais en plus on dit ce que c'est. Donc il faut comprendre ce que c'est. Qu'est-ce qui est en train de se passer ? Il est en train de se passer qu'un certain nombre de dirigeants, dont nos dirigeants français, veulent mettre en place une société dont l'argent est le maître, la relation de commerce est le prototype relationnel, et dans lesquels nous, vous et moi, nous devons être réduits à des consommateurs le week-end, des producteurs le jour, des dormeurs la nuit, et le reste du temps, on est prié de se taire. Le modèle néolibéral qui s'installe est un modèle matérialiste. Pour fonctionner, il a besoin de deux choses.

La libre circulation des marchandises et de l'argent. Et la deuxième, la contrainte exercée sur les individus pour que nous soyons réduits à être des consommateurs et des producteurs. Et pourquoi faut-il contraindre ? Parce que personne ne peut être heureux en étant simplement consommateur et producteur. Et que le bonheur d'une personne humaine, ça passe aussi par la liberté de s'exprimer, de créer, de dire, de contester, de critiquer, de partager, d'aimer, de pas aimer, de hurler s'il faut hurler, de se taire s'il faut se taire, mais la liberté fait partie du bonheur des personnes humaines. Et rien n'est plus dangereux pour ce système consumériste qui veut dominer nos sociétés que précisément la liberté individuelle. Et comment s'exprime-t-elle cette liberté individuelle ? D'abord par l'espace qu'on lui laisse et qu'on est en train de réduire, mais surtout, elle ne peut pas s'exprimer sans être enracinée, c'est-à-dire sans avoir des points d'attache. Les autres personnes, une culture de référence, un langage commun, un passé commun, c'est pas par hasard si tous nos adversaires sont en train de détruire tout ça. Parce que ça nous isole. Ça fait de nous des atomes. Une société fracturée, fractionnée, dans laquelle on se demande comment reconstruire des liens d'amitié. Regardez le livre de Mme Guettet qui est sorti il y a quelques jours sur l'amitié. C'est pas par hasard qu'il sort ce livre. Je partage pas les solutions. J'ai pas besoin d'un formulaire serfable pour savoir qui est mon ami ou qui ne l'est pas. En revanche, la question qu'elle pose, comment se fait-il que dans notre société il soit si difficile de se faire

des amis et si difficile de leur donner une place, alors ça c'est une vraie question. La solution n'est pas la loi. C'est pas non plus le crédit social qui vous interdira d'aller ça et là. C'est la reconstitution de liens individuels, personnels, naturels. Le crédit social est l'antithèse de ça. Donc ce projet de société qui se déploie, qui est profondément consumrice, comme je le disais, profondément matérialiste, c'est ça qui est en train de s'installer. Et même si on vous dit le contraire ou si on ne le voit pas, il faut que nous arrivions, et la campagne présidentielle évidemment est un lieu et un moment privilégié pour expliquer cela, il faut que nous alertions nos concitoyens qui sont un peu endormis, pour beaucoup d'entre eux, je vous le conseille de volontiers, sur ce qui est réellement en train de se passer. Pas simplement la peur des mouvements fascistes alors qu'ils ne doivent plus parler sur les réseaux sociaux ou alors le fait que quand même c'est bien d'aller au défilé des Champs-Élysées en mettant un QR code et en surveillant par une caméra parce que vous comprenez qu'il pourrait se passer quelque chose. Si c'était que ça d'une certaine manière, c'est pas très agréable, mais ce serait banal. Ce serait pas si grave, mais la peinture d'ensemble, le paysage, lui, est grave. Et quand il s'accompagne,

par ailleurs c'est ce que disent les résultats paysages cette semaine, d'une destruction industrielle de l'intelligence de nos enfants, de nos jeunes et de nos moins jeunes, qui perdent le sens critique, les repères, l'enracinement, etc. On les prive de tout ça, ça en fait de la chair à canon pour des

systèmes de contrôle, c'est aussi simple que ça. C'est ça qui est en train de se dérouler. Voilà. C'est contre ça qu'on se bat en réalité.

Donc comment se débarrasser du crédit social ? Un, il faut virer les méchants. Deux, il faut mettre des coups de pied au cul des mous. Et troisièmement, il faut alerter nos concitoyens sur ce qui est réellement en train de se passer. Réellement. Pas dans le fantasme ni dans une espèce d'eau tiède qu'on voudrait nous présenter comme tiède et qu'en réalité est déjà bouillante.

Évidemment, j'ai pas répondu sur l'Europe, mais si je suis là, c'est parce que j'y crois pas beaucoup, vous avez compris.

Alors je vais rebondir, si j'ose dire, sur ce que M. Poisson vient de dire à l'instant. Comment se débarrasser ? Évidemment, d'un point de vue psychologique, qui est le mien quand même, c'est évidemment d'abord par la prise de conscience. La prise de conscience avec un petit C et avec un grand C.

On parle de matérialisme qui se met en place, certes, mais il est en place déjà depuis deux siècles. Il est juste en train de montrer, de rentrer dans une acmé, dans un excès. Et quelle est la réponse à ce matérialisme excessif, bien sûr ? Eh bien, c'est de se reconnecter aux valeurs profondément humaines.

Le système de contrôle de liberté, c'est un des éléments du totalitarisme. Je pense que nous l'avons tous compris. Mais il ne faut pas oublier quels sont les objectifs de ce totalitarisme. Et malheureusement, je veux les rappeler quand même, parce qu'il y a un enjeu de liberté, bien sûr, mais pas seulement. Je rappelle que leurs objectifs, aujourd'hui, on ne peut plus tellement en douter. C'est non seulement le contrôle des populations, ça on vient d'en parler longuement, mais c'est également ce qu'ils appellent la dépopulation. Je vous rappelle qu'ils emploient ce mot déjà pour les cheptels de nos éleveurs. Et dans leur esprit, ils emploient à peu près les mêmes images en ce qui concerne la population humaine de ce pays. Ils ont un objectif de dépopulation. Nous l'avons déjà constaté pendant la crise Covid. Je dirais que nous le constatons tous les jours avec la loi sur l'aide à mourir, avec toute cette dimension mortifère que notre société prend chaque jour un peu plus. Et leur dernier objectif, bien sûr, c'est la prédation, c'est -à-dire de s'emparer des... des populations tout en les diminuant et en contrôlant ceux qui restent. Donc c'est important de voir l'ensemble du tableau. Il m'arrive en tant que psychologue de réfléchir et travailler sur moi-même et récemment je me suis dit mais est-ce que je pourrais m'habituer à un système totalitaire ? Il faut s'entraîner de temps en temps, même au pire.

Eh bien c'était pas facile, déjà dans un premier temps, mais quand j'ai rajouté les deux autres éléments que je viens de vous citer, à savoir que non seulement nous serions déjà cheptelisés, mais qu'ensuite il serait possible de faire absolument tout de nous. De nous euthanasier à 65 ans, puisqu'il paraît que c'est l'âge où on ne sert plus à rien, et de nous pousser dans une direction, dans une autre comme ça vient d'être indiqué. Donc quand je parle de comprendre ce qui se met en place, je pense qu'il faut effectivement comprendre l'ensemble du tableau et, comme je le dis très régulièrement parce que ça me paraît important, nous rendre compte que tous les dossiers sont liés. Nous avons affaire à une sorte de toile d'araignée pensée par des gens extrêmement intelligents. Vous savez qu'il y a des cabinets divers et variés dont c'est le métier que de penser ces choses horribles. Et donc il faut déjà que nous comprenions nous, en tant que personnes les plus éveillées, parce que quand même pour l'instant, nous sommes les personnes les plus éveillées. Comme le dit Jean-Jacques Rèvecoeur, nous sommes les gardiens de l'humanité.

C'est très important d'en avoir conscience, déjà parce que ça peut nous redonner le moral quand on

fatigue un peu avec toutes ces bonnes nouvelles, mais aussi parce qu'on n'a pas le choix. L'enjeu est considérable. Certes, ce que nous évoquons là concerne pour l'instant plutôt l'Occident. Alors l'Occident regroupé en grandes entités... Pardon. En grandes entités régionales, dont l'Union européenne. J'ai l'impression que ça marche. Mais il faut savoir qu'il y a un combat actuellement au niveau mondial entre des gens qui croient encore à l'humanité. Ce ne sont pas des saints. Je ne les citerai pas, mais on peut regarder du côté des briques par exemple. Ce ne sont pas des saints pour autant. Et puis des gens qui n'ont rien à faire de l'humanité, qui rêvent même de façon probablement assez diabolique, et je ne prononce pas ce nom -là pour rien aujourd'hui, même si nous n'avons pas le temps de détailler ça, qui n'ont aucun respect, aucun amour, bien sûr, aucun intérêt pour l'humanité. Et c'est là, à mon avis, que doit être notre angle de conscience et de bataille le plus profond. C'est en prenant conscience de ça que nous retrouvons de l'énergie pour refuser, comme vous venez de l'indiquer, pour nous mettre en résistance, nous mettre en désobéissance civile, parce qu'effectivement, ce qui est illégal n'est pas légitime. Et ça, c'est très important de nous l'ancrer comme un mantra. Ça peut être légal sans être légitime. Nous

devons garder ça et le transmettre. Merci Maître.

C'est un ancrage que nous devons absolument développer pour pouvoir essayer de convaincre les autres, mais en sachant aussi déjà que nous -mêmes, en étant dans cet état d'esprit, nous sommes porteurs de quelque chose au quotidien. Vous voyez, nous sommes porteurs de désobéissance spontanée, nous sommes porteurs d'illumination de nos voisins. C'est pas toujours la peine d'essayer de leur expliquer tout en détail sur comment on va fonctionner le crédit social. Il suffit parfois de les interroger sur leur humanité. Est-ce que tu as encore le choix de faire ceci ? Est-ce que tu as le choix de faire cela ? Est-ce que c'est vraiment ton choix de faire comme ça ? Vous voyez, ce sont par des éléments de témoignage, je pense aussi, que nous pouvons

contribuer à ce que cette connaissance, à cette prise de conscience se développe. Deuxième point que je voulais rapidement aborder avec vous, c'est la question de l'ignorance que vient d'évoquer Jean -Frédéric. L'ignorance, à un moment donné, n'est plus acceptable. La non -connaissance est acceptable. C'est -à -dire que nous pouvons tous, à un moment donné, ne pas connaître quelque chose parce que l'information n'est pas passée sous notre nez. Aujourd'hui, l'ignorance est un prétexte pour beaucoup de gens, à commencer par nos politiques. Il n'est pas pensable de pouvoir considérer qu'un député soit ignorant du contenu même du crédit social. C'est inacceptable. Je ne sais pas ce que vous en pensez. Ont -ils le droit d'être ignorants de ça ? Bon. Donc, il faut absolument leur rappeler. Et il faut savoir que, ce qu'a dit Jean -Frédéric Poisson tout à l'heure, tous nos partis politiques sont semblables, à part les souverainistes. Et, effectivement, ce que nous disions tout à l'heure. Donc, il faut leur renvoyer ça pendant cette période électorale. Il faut leur poser des questions. Savez -vous exactement vers où vont ces lois d'euro numérique ? Pouvez -vous nous l'expliquer ? Et il faut absolument les tester là -dessus. L'ignorance, ça n'est pas possible. La deuxième chose qui n'est pas acceptable, c'est l'incompétence. Alors, vous connaissez, pour ceux qui me suivent, ce que je pense de l'incompétence. Je pense qu'ils ne sont pas incompétents, vraiment, même s'ils le sont par conséquence. Ils sont surtout malveillants, comme le disait Quentin tout à l'heure. Et qu'au bout du compte, ce qui se

passé, c'est que, pour quelqu'un dont les intentions sont malveillantes, la compétence n'est pas nécessaire. En tout cas, la compétence, comme le disait, je crois, Maître Carlo Broussa tout à l'heure, la compétence que le peuple attend, à savoir du respect, de l'efficacité, le règlement des principaux problèmes qui se posent, c'est le dernier de leurs soucis. Donc, il n'y a aucune raison. Et il faut arrêter, nous, de dire, quelque part, qu'ils sont incompétents, parce que c'est une façon de dire que si on en prend d'autres, les mêmes, on va peut -être finir par avoir de la compétence. Non.

C'est le système auquel il faut combattre. Je vous remercie. Courage à tous.

Bravo. C'était vraiment très bien dit. Je me permets d'enchaîner sur... En fait, de continuer sur la prise de conscience. En effet, moi, j'ai eu une idée un peu folle. Mais en fait, ça tombe bien, je suis déjà complotiste. Donc, bon... En fait, je me suis dit, mais OK,

comment vraiment sortir du crédit social, là ? Et en fait, je me suis dit, mais bon, nous, on parle, c'est bien, on est un petit peu compétents, etc. Mais finalement, c'est quoi qui va faire la différence ? C'est la communauté, c'est vous. Et en fait, je me suis dit, mais on a une ressource formidable. Et sincèrement, je ne suis pas politicien, vous me connaissez très peu. En fait, finalement, sincèrement, les ambassadeurs de comment sortir du crédit social, et de manière générale, de en tout cas, ce qu'on pense être la vérité, c'est vous. En fait, c'est vous. Pour moi, vous êtes les ambassadeurs de tout ça. Et je me suis dit, mais qu'est-ce qu'on peut faire ? On a une magnifique ressource. En fait, vous, vous êtes volontaire, vous voulez en sortir. D'ailleurs, c'est pour ça que vous êtes là, parce que vous vous dites, mais bon, je voudrais mettre mon pierre à l'édifice. Et en fait, pour moi, ce qu'il faut faire, c'est qu'il faut vous donner des éléments pour que vous puissiez être des ambassadeurs et justement, parler aux Français qui, quelque part, c'est vrai, sont naïfs, sont... Ben, nous, on n'a rien à faire de la politique et on ne leur en veut pas,

de les autres, en fait. Et en fait, pour ça, moi, j'ai un petit outil qui me plaît. Je voudrais vous parler des prix personnalisés. Le crédit social, c'est aussi payer plus cher ou moins cher. Alors, moins cher si vous êtes plutôt côté Élysée, plus cher pour nous, en fait. En tout cas, si vous ne faites pas partie des petits papiers. Et en fait, je voulais vous dire, si vous êtes, par exemple, aujourd'hui, si vous êtes en Turquie ou si vous êtes en Chine, vous allez payer beaucoup moins cher, ben, les... pas mal de choses en ligne. Pourquoi ? Ben, tout simplement parce que, eux, ils ne font pas partie, ben, de l'Union européenne ou ils vont... En fait, ils ne font pas partie de tout ce crédit-là. Et donc, moi, ce que je voudrais, c'est vous donner les moyens de dire aux autres Français, bon, la politique, OK, tu t'en fiches. Par contre, moi, ben, moi, je suis sorti de ce crédit social et moi, je paye moins cher. Et ça, je pense que ça va leur parler, à vos amis. Et en fait, ça, pour moi, c'est vraiment le moyen de nous faire entendre parce que ça, les gens, ils comprennent. Et pour le coup, je vends ce que je connais. Pour ça, il faut être un peu technique, il faut utiliser des VPN. Ce que je vais faire toute la journée, je vais passer ma journée à installer des VPN. Venez, s'il vous plaît, écrivez -moi, etc. C'est la seule façon d'en sortir.

Techniquement.

Dans un monde de plus en plus dangereux où les individus sont de plus en plus isolés des uns des autres, comment arriver à convaincre nos contemporains que notre combat est juste et légitime ? Parce que les gens ont peur. Effectivement, c'est ce que vous disiez, on présente le crédit social comme quelque chose de bien. Pourquoi finalement un outil qui nous récompense quand on est un bon citoyen est un mauvais outil ? Comment arriver à convaincre les gens que la première des libertés, c'est la sécurité ?

La première des libertés, pour moi, c'est la liberté. C'est -à-dire que si on l'oublie, c'est là qu'on commet la plus grave erreur. Parce que chaque fois qu'au nom de la sécurité, une loi est votée, on perd une part de liberté. Même quand on a présenté le fait de ne plus fumer dans une brasserie, c'était magnifique, c'est pour la santé et tout, mais au fond, c'était beau d'aller dans une brasserie, d'aller sur un zinc. Boire un café et couper. Ah, mais ça dérangeait ceux qui ne fumaient pas et qui chapaient le cancer à travers la fumée induite. C'est toute la complexité de où va ma liberté, quelle limite de ma liberté. Mais je voudrais revenir à quelque chose qui est très important parce qu'on a utilisé le mot de désobéissance civile. Je vais vous poser une question. Est-ce qu'il existe une loi qui

a été votée qui impose à chacun de nous d'être un crétin numérique avec un smartphone ? Vous pouvez répondre à la question ? Je suis un crétin numérique.

C'est -à -dire que quand vous prenez la question du smartphone, le téléphone qui est aujourd'hui la carte de boot, le QR code, le paiement par carte, et tout voit sur les gens qui sont là avec les femmes surtout maintenant elles ont tous les téléphones accrochés au cou et dans les caisses et se baissent pour payer leurs trucs et ça marche pas. J'ironise un peu. Ce sont les crétins qui traversent la rue avec le bébé dans la poussette mais en regardant leur téléphone. Bien sûr, c'est beaucoup plus important de scroller pendant que l'on marche avec en oubliant qu'on a un enfant dans la poussette. C'est la réalité que nous vivons. Je pars de Paris, je vis à Paris tous les jours. Donc nous sommes devenus des crétins numériques. Et la première chose, c'est qu'en réalité, personne n'a imposé le téléphone smartphone à tout le monde. Et vous savez que dans l'histoire de l'humanité, on a parlé des électroménagers, le frigidaire à l'époque, le frigidaire, etc. C'est le téléphone qui est le produit qui a été le plus acheté et le plus commercialisé dans toute l'histoire de l'humanité à nombre et à nombre de personnes. Vous allez... Alors, regardez les images de l'Afrique. Pour ceux qui vont, moi j'ai eu l'occasion. Ils n'ont pas à manger, ils n'ont pas de souliers, mais ils ont un téléphone portable. Un smartphone. Vous allez au Brésil, vous allez à la Bahia, vous allez dans les quartiers populaires dans lesquels vous avez les mêmes qui ont les pieds dans la boue. Je vous donne ma parole d'honneur. Ils ont un smartphone. Et un pays qui est un pays d'accueil, d'échange, de sourire, est en

train de devenir un pays qui ressemble à la France. Tu marches dans la rue. Ils sont tous là avec leur tête. Et maintenant, ils vont même beaucoup plus loin. Ils ont un système de paiement PIX qui n'existe pas ici et qui va encore plus loin. Donc, en réalité, c'est nous qui sommes des crétins. C'est nous qui sommes des ambassadeurs de la liberté. Lève -vous le matin, écrivez sur une feuille toutes les libertés que vous avez. Écrivez -le. Liberté de choisir. Ceux -ci, ceux -là, de faire des courses, de ne pas les travailler, de travailler. Et regardez les libertés que vous exercez chaque jour réellement. Elles sont combien, les libertés que vous exercez ? J'ai dit vous parce que moi, sincèrement, je me bats tout le jour pour exercer le maximum de liberté. Le fait même d'aller sur le réseau et de m'exprimer, c'est ma liberté d'expression, la liberté d'opinion. Faites -le. Chacun de vous, ouvrez une chaîne YouTube et criez liberté tout le matin. Alors, au lieu de payer, alors, je connais plein de gens qui sont des grands révolutionnaires. Ils se disent tous les matins. Putain, je suis un révolutionnaire complotiste. Et la première chose qu'ils font, c'est de payer avec leur smartphone. Mais je dis, mais con, tu es un révolutionnaire complotiste, c'est la première chose que tu fais. Ah, mais c'est commode, c'est facile. T'es un crétin. Vous voyez, vous voyez la contradiction intrinsèque. Nous devons nous regarder dans une glace parce que c'est facile de faire le curé. Faites ce que je dis, mais ne faites pas ce que je fais. C'est nous qui devons être. Parce que si déjà, comme disait Jean -Frédéric, on paye une espèce. On ne peut pas tout payer une espèce. Mais si on utilise un petit peu plus d

'espèce, on réduit la capacité de contrôle. Vous savez qu'il n'existe aucune disposition légale qui impose l'identité numérique. France Connect, vous avez le droit d'utiliser, et même la directive Vida, sur la facturation électronique, mais sur un pied d'égalité. La facture électronique et la facture papier. Elle n'a pas été éliminée. C'est la France qui a décidé d'aller très, très, très loin. Parce que la France, avec Macron, celui qui, depuis 10 ans, est en train de détruire ce plus beau pays, qui était le plus beau pays du monde, il est en train de le massacrer. Et il continue. Les derniers mois, on a été un massacre.

De toute façon, ne vous inquiétez pas. Parmi nous, il y a des gens qui font partie de l'IRG, qui vont donner toutes les infos. Donc, mon crédit social qui est déjà zéro, moins que zéro, comment, deux voix zéro, c'est déjà quelque chose. Moi, je suis sous le zéro. Je suis à la température de l'Islande.

Et ça me va très bien. Merci. Merci, Maître Bruggeard. Je termine. Un dernier mot. Mais vraiment, un dernier mot.

Il y a une chose. Il faut, aujourd'hui, garder un esprit de méfiance. Ce qui a été dit de la Chine est très intéressant. La France était bien gouvernée. On a eu un dégoût. On a eu quand même des personnages illustres sur le plan politique. Aujourd'hui, soyez méfiants. Mais méfiants de tout le monde. Pas parce que vous n'avez plus confiance. Mais parce que la méfiance, c'est le tout qui est une caractéristique de l'intelligence. Merci, Maître Bruggeard.

Un dernier mot de Jean -Frédéric Poisson.

Merci pour vous dire que si ce sujet vous intéresse, j'ai publié il y a quelques mois un livre qui s'appelle La dictature du bien. En vente dans toutes les bonnes pharmacies, mais surtout au stand qui est à quelques mètres d'ici. C'est ce que j'un peu je vous expliquais tout à l'heure. C'est de décortiquer, d'explicitier le projet politique qui est derrière tout ça. Avec un chapitre consacré au crédit social. Donc si vous voulez passer me voir, j'y serai bientôt. Merci beaucoup en tout cas. Bon courage à tous. Pareil.

J'ai écrit pour un an de mince, la liberté volée. J'essaierai tout à l'heure sur le temps pour le cas échéant, ce qui me reste parce que je n'ai pas pu remettre l'impression et je l'ai complètement oublié. Mais ce livre qui parle du Covid, qui parle effectivement de toutes les lois liberticides, et bien quand on l'a lu encore aujourd'hui, il est d'une grande actualité parce que le Covid a été, je dirais, le point d'arrivée et de départ de ceux qui voulaient. Et comme Klaus Schwab l'a écrit, la réanilisation. Ils ont réanilisé tout. Et la mise en oeuvre, elle est constante et quotidienne. Merci Maître Broussin. Je

reprécise à Loilo. Je reprécise simplement que mon livre Gouvernance perverse est aussi proposé et que comme je suis pas mal mobilisé aujourd'hui, j'enchaîne avec Nicolas Vidal à 11h. Mais je serai à coup sûr entre midi 15 et 14h sur le stand pour présenter mon livre.

Bon, alors je n'ai pas de livre, je suis désolé. Mais j'ai un site web, tuto2 .lpp .ovh, c'est sur le site des Patriotes. Je le mets à jour. Et surtout, aujourd'hui, je suis ravi d'installer des VPN à qui veut, qui qui veut. Vraiment, venez me voir, venez payer moins cher, soyez des ambassadeurs. Merci à vous.

Merci à vous pour votre attention. Merci à nos quatre intervenants. Vive la liberté, vive la France libre et vive la résistance.

Une seconde. Et un grand merci à Antoine également pour l'animation de cette table ronde.